

**ASSOCIATION LES AMIS DES MAX MARCHAND,  
DE MOULOUD FERAOUN ET DE LEURS COMPAGNONS**

2 mars 2012

COMMUNIQUÉ

**La République au service des extrémistes de l'Algérie française**

D'anciens ultras imposent aux pouvoirs publics complaisants une écriture et une mémoire partisans de la guerre d'Algérie.

Sous leur pression, un ancien ministre et un secrétaire d'État en exercice n'ont pas hésité, en deux circonstances récentes, à porter atteinte aux libertés de réunion et d'expression :

- le 9 février, le député-maire de Nice, Christian Estrosi, s'est publiquement opposé à la tenue d'une conférence-débat animée par des historiens sur le thème "*Algérie 1962, pourquoi une fin de guerre si tragique ?*", incitant, par sa démarche, à la perturbation du colloque ;
- le 22 février, Marc Laffineur, ministre en charge des rapatriés et du monde combattant, a officiellement exprimé son hostilité concernant un colloque d'universitaires prévu à Nîmes.

Dans ce même contexte, un déjeuner de travail a eu lieu le 22 février entre Christian Frémont, directeur de cabinet du président de la République et Renaud Bachy, président de la Mission interministérielle aux rapatriés d'une part et, d'autre part, des représentants du lobby pro colonial, l'un d'entre eux ancien déserteur et membre de l'OAS.

Lors de cette rencontre, rapportée par l'un des participants, le directeur de cabinet de M. Nicolas Sarkozy se serait ému que des colloques universitaires puissent se tenir, même sur des sujets rigoureusement neutres, tels que "*Les Accords d'Évian : la paix en Algérie ?*", thème retenu par notre association dans le cadre de son assemblée générale annuelle le 17 mars prochain.

Serait-il interdit à des historiens, enseignants dans des Universités, d'essayer de répondre à une question historique, dès lors que celle-ci concerne l'écriture de la guerre d'Algérie ? Les partisans de la colonisation auraient-ils l'exclusivité de la vérité sur cette période de l'histoire de France ?

Christian Frémont aurait même demandé quelle serait l'initiative du candidat Nicolas Sarkozy susceptible de plaire à ses interlocuteurs. Ainsi, pour des mobiles électoraux, la République flatte ceux-là même qui regrettent toujours de n'avoir pu la renverser et assassiner le général de Gaulle.

Porteuse du souvenir des six dirigeants des Centres sociaux éducatifs assassinés le 15 mars 1962 par « *les singes sanglants de l'OAS qui faisaient la loi à Alger*<sup>1</sup> », l'association *Les amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons* condamne les manœuvres de l'État partial, tendant à museler les universitaires pour récupérer les suffrages d'extrémistes de l'Algérie française.

Jean-Philippe Ould Aoudia  
Président.

---

<sup>1</sup> Article de Germaine Tillion, déportée résistante fondatrice des Centres sociaux, *Le Monde* 18 mars 1962